

Les programmes des candidats pour casser l'économie française

L'enseignement de l'économie en France est, comme on le sait, pathétique. En classe de seconde, il se réduit actuellement à une heure trente par semaine sous la forme d'exploration ne donnant pas nécessairement lieu à notation. Afin d'alléger encore un programme jugé trop ambitieux par les syndicats d'enseignant, en regard du volume horaire alloué, le ministère de l'Education Nationale a rendu facultatif le thème du marché (« Comment se forment les prix sur un marché ? »). En revanche, on peut s'étonner que parmi les cinq thèmes obligatoires qui subsistent « Comment devenons nous des acteurs sociaux » reste obligatoire !

Cette éducation est encore marquée par idéologie fausse, de caractère utopique et para-religieux qui imprègne toutes nos institutions. On la voit à l'œuvre dans l'oligarchie des fonctionnaires qui gouverne, réglemente, légifère à son seul profit et aux syndicats qui imposent leur loi. On ne peut qu'espérer que les français se déprendront un jour de ces idéologies hostiles à la liberté pour la bonne raison qu'ils sont un vieux peuple libre.

Des programmes qui sont des machines à casser l'économie française

Pour le moment, on peut être inquiet quand près de 50% des français ont l'intention de voter pour des candidats au programme économique farfelu (Le Pen, Hamon, Mélenchon ...) dont le résultat sera de créer un peu plus de chômeurs. Augmenter systématiquement le SMIC, c'est empêcher tous ceux qui ne sont pas qualifiés de trouver un emploi. Limiter les salaires, c'est encourager les entreprises à déménager leur siège social en dehors de France. Nationaliser la Banque de France, c'est tuer irrémédiablement l'assurance-vie et rendre pratiquement impossible tout financement normal sur les marchés internationaux... Toutes ces idées qui ont déjà échoué partout, permettront de transformer la France en grande SNCF dont les résultats ne sont pas particulièrement probants.

Pour tous ceux qui souhaitent comprendre ce qui peut se passer sur l'Euro, le protectionnisme et le revenu universel, voilà quelques éléments :

La sortie de l'Euro proposée par Marine Le Pen mériterait un vrai débat

Le constat que l'Euro ne fonctionne pas est facile à faire. Il a favorisé une partie de l'Europe du nord (Allemagne) au détriment d'une Europe du sud et nous en payons le prix avec la création à Bruxelles d'un monstre technocratique non élu qui ne perdure que par la force monétaire de la Banque Centrale Européenne. L'euro n'est pas le seul responsable de tout ce qui ne fonctionne pas mais il y contribue largement car il permet à des pays, comme la France de ne pas faire les réformes indispensables pour relancer notre économie.

La monnaie européenne détruit l'Europe que nous aimons tous, celle de la diversité, et viole les souverainetés nationales pour forcer chaque nation à se fondre dans un monstre technocratique que les peuples rejettent. Partout le populisme progresse en Europe.

La sortie de l'Euro, si elle est concertée et organisée et surtout accompagnée de réformes courageuses n'amènera aucune catastrophe. Ce ne serait pas la fin de l'idée européenne mais peut être une renaissance. Il vaut mieux que l'Euro s'arrête avant qu'il ait détruit totalement l'Europe. J'invite le lecteur, du reste, à feuilleter notre excellent dossier mis à jour sur le sujet « [Pourquoi et comment l'Euro détruit l'Europe](#) »

Le protectionnisme de Marine le Pen est une mauvaise idée

La France a déjà expérimenté dans le passé une tentative de protectionnisme qui n'a pas duré très longtemps. Napoléon avait déclaré « les îles britanniques en état de blocus » en 1806. C'était le début de la guerre économique que l'Empereur entendait mener contre la Grande-Bretagne. Pratiquement, cela interdisait toute importation anglaise sur le territoire français. Une foule de règlements douaniers instaure « un système continental » censé servir d'instrument d'attaque et de conquête économique.

Face à ce blocus, les anglais décident en 1809 d'interdire à tout navire britannique d'accoster en Europe. La France et l'Europe dominée par Napoléon n'a plus accès aux denrées qualifiées à l'époque de « coloniales » (coton, sucre, café, indigo)

Dans un premier temps, l'économie française est confortée par la suppression de la concurrence anglaise. L'industrie du coton prospère en particulier les entreprises Oberkampf (les toiles de Jouy) et Richard Lenoir, mais très vite les matières premières viennent à manquer et il devient impossible d'importer de nouvelles machines textiles que seuls les anglais savent fabriquer ni évidemment les pièces de rechange.

La consommation augmente entre 1807 et 1810. Malheureusement, avec la concurrence des « fabriques allemandes », les chiffres du commerce extérieur se dégradent très vite.

La stratégie qui consiste à « punir » l'Angleterre qui va quitter l'Union Européenne serait une mauvaise stratégie.

Le revenu universel de Benoit Hamon est un miroir aux alouettes

Le revenu universel sans condition est un nouvel avatar des 35 heures qui va s'ajouter à l'ensemble des aides du Père Noël étatique, miroir aux alouettes qui dispense chacun de se sentir responsable de son destin. Prétendre que l'on va instituer l'autonomie universelle grâce à une allocation universelle, c'est militer pour la dislocation du corps social

C'est dommage qu'il n'y ait pas de débat, car les dépenses de protection sociale explosent. Elles atteignent aujourd'hui 620Md€. Ces dépenses sont financées par les cotisations sociales, par l'impôt mais aussi par le déficit de la dette publique. Une centaine d'aides sociales différentes sont versées par une multitude d'acteurs publics, ce qui double le coût de distribution des aides (1,46% du PIB contre 0,88% en moyenne dans l'UE. Le Royaume Uni a décidé d'unifier ses 51 aides sociales en un « crédit universel » plafonné au niveau du revenu moyen. En France, réunir le RSA, les allocations logement, la PPE, l'AAH en une seule allocation plafonnée avec un seul guichet et un seul fichier permettrait au minimum d'économiser 800M€ par an.

Une allocation sociale unique qui aurait pour objectif d'ancrer dans la société la conviction qu'il est plus intéressant de travailler que de vivre de minimum sociaux serait une bonne idée.

L'exemple vénézuélien est devant nous

Les programmes économiques des candidats farfelus suivent dans les grandes lignes ce qui a été mis en place en Argentine, au Venezuela ou à Cuba. Les résultats, seront un appauvrissement généralisé et une fuite de tous les cerveaux sur fonds de démagogie sociale. Inutile de dire que dans ces conditions, il est illusoire d'espérer que nous puissions conserver un taux de change fixe avec qui que ce soit. Il faut regarder l'évolution du cours des monnaies des trois pays mentionnés plus haut, ainsi que l'évolution de leurs niveaux de vie. L'immobilier à Caracas ou à Buenos Aires n'a pas été un très bon placement, sans parler de La Havane, si chère à la gauche Française. Tocqueville constatait déjà que « Les Français préfèrent l'égalité dans la misère à la prospérité dans l'inégalité »

Rappelons tout de même que en mars 2013, Victorin Lurel, le ministre des Outre-mer de François Hollande a représenté la France aux obsèques du président vénézuélien Hugo Chávez. Il a transmis à cette occasion un message d'amitié de la France aux autorités et au peuple vénézuéliens conclut le bref texte (Le Point 07/03/2013)

En revanche, quand le Royaume-Uni a enterré le mercredi 17 avril 2013 Margaret Thatcher, aucun ministre français n'a traversé la Manche pour assister aux funérailles du premier ministre anglais de 1979 à 1990.

Quelle tristesse...